

L'EXPRESS

Les ambitions africaines de Macron

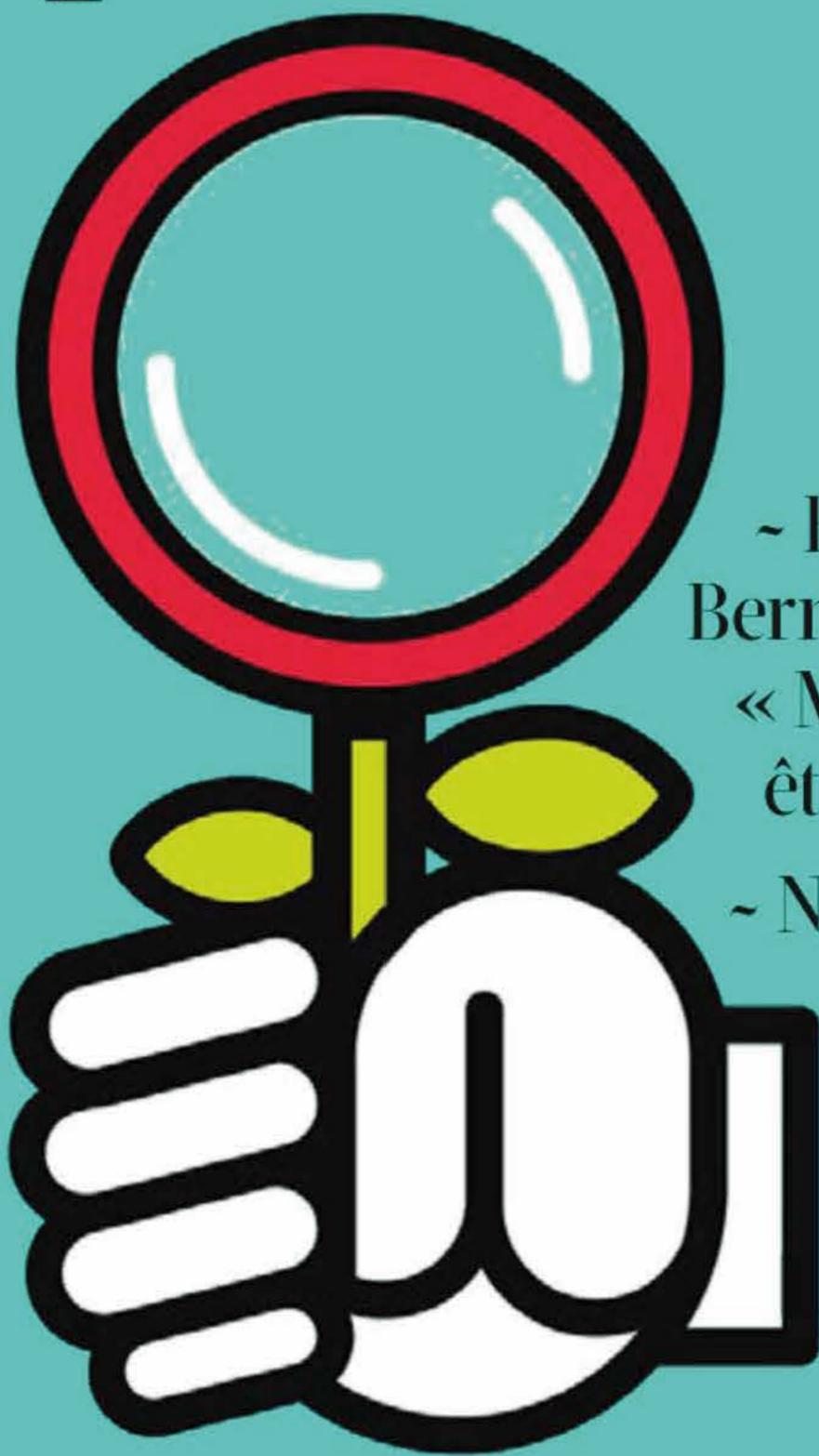
Pr Caumes : la (vraie) vérité sur Lyme

Le tour de France des villes propres

Electricité : la jungle des offres vertes

MAI 1981-MAI 2021

La gauche la plus riquiqui du monde



~ Entretien avec
Bernard Cazeneuve :
« Mélenchon doit
être combattu »
~ Notre reportage
à Liévin



BOUSSOLE

A la recherche de la gauche perdue

Crise idéologique, sociologique, électorale : quarante ans après la victoire de Mitterrand, la gauche peine à retrouver le chemin qui la conduirait au pouvoir.

PAR ERWAN BRUCKERT ET ÉRIC MANDONNET

Il n'est plus président depuis quelques minutes, bien qu'il ait pris le soin d'établir le record de durée de présence à l'Élysée : le 17 mai 1995, au terme de deux septennats et après avoir serré la main de Jacques Chirac, François Mitterrand franchit la Seine et, pour la dernière véritable expression publique de sa vie, prononce quelques mots au siège du PS, rue de Solferino : « Le Parti socialiste est désormais le parti de l'alternance. Lorsque les Français désireront changer de politique, c'est vers vous qu'ils se tourneront, et c'est l'un des grands progrès de ces dernières années. »

On ne meurt que deux fois. Car ses propos vieux de 26 ans sont aujourd'hui dépassés, erronés, engloutis. Dans la foulée de l'oracle mitterrandien, très vite, trop vite, la gauche retrouve le pouvoir, certes seulement gouvernemental, à la suite d'une dissolution ratée. Mais l'élection présidentielle suivante, en 2002, rappelle celle de 1969 et annonce celle de 2017 – au second tour, la gauche a disparu. Trois fois sur neuf échéances, cela fait beaucoup, et rien ne dit que cela changera en 2022.

Ou plutôt tout semble dire le contraire, à savoir qu'elle continuera à briller, mais seulement par son absence. Pour insister là où cela fait mal, il faut remarquer que la victoire de François Hollande en 2012 relève moins d'un succès idéologique des socialistes que d'une défaite personnelle de Nicolas Sarkozy. Le plus modéré des candidats à la primaire de la gauche, suffisamment en tout cas pour attirer vers lui l'électorat centriste qui souhaitait en finir avec la dérive droite du président sortant, n'a pas engendré derrière lui la dynamique connue par Mitterrand en 1981, ni même celle des législatives de 1997, qui firent entrer Lionel Jospin à Matignon.

La célébration de la victoire historique de mai 1981 rappelle les fondamentaux d'alors : Mitterrand, celui qu'on était allé chercher en 1965 car personne ne voulait affronter le Général, celui qui construisit une offre politique, idéologique, stratégique avant de connaître le parfum de la victoire, celui qui a perdu, souvent perdu avant de gagner. Celui qui a réussi à attirer le PCF dans ses premiers gouvernements et qui, dans les mois précédant sa mort, reçoit dans sa bergerie landaise un certain

Jean-Luc Mélenchon, comme le racontent Yves Harté et Jean-Pierre Tuquoi dans *Latche. Mitterrand et la maison des secrets* (voir page 71). À l'époque, on ne parle pas encore des « gauches irréconciliables », même si l'exercice des responsabilités a éloigné les communistes et avec eux une bonne partie de la classe ouvrière. Le ver est déjà dans le fruit.

Car, depuis l'après-guerre, la gauche a toujours été en tension entre les courants de rupture avec le capitalisme mondialisé – « celui qui n'accepte pas cette rupture avec la société capitaliste [...] ne peut pas être adhérent du Parti socialiste », clamait François Mitterrand à Epinay – et ceux qui souhaitent accompagner le système. Mais les grandes transformations socio-économiques et financières de la fin du XX^e siècle l'ont considérablement bousculée. François Mitterrand s'est heurté rapidement à cette réalité et a révisé sa doctrine ; les socialistes, dorénavant installés dans le bipartisme français, ont peiné à s'adapter à cette donne qui ébranle l'État providence ; l'idée de redistribution n'est plus en mesure de répondre à la demande de protection des classes moyennes et populaires. Et la gauche accélère sa fragmentation.

Certes, il est difficile de penser le monde, surtout celui d'après, lorsque l'on est au pouvoir. Mais de 2002 à 2012, repassé dans l'opposition, le PS délaisse son travail de transformation idéologique, sous-traite la besogne à ses think tanks extérieurs au lieu de battre le fer en son sein. « Pendant dix ans, si vous avez des conventions programmatiques, des projets gouvernementaux, vous n'avez pas de réflexion », regrette l'ex-premier secrétaire Jean-Christophe Cambadélis.

Au-delà des résultats électoraux, une date marquera ensuite les esprits quand il s'agit de se pencher sur ce qu'il a longtemps été convenu d'appeler « le peuple de





« Le Parti socialiste est désormais le parti de l'alternance », déclare Mitterrand le 17 mai 1995. Un constat aujourd'hui caduc.

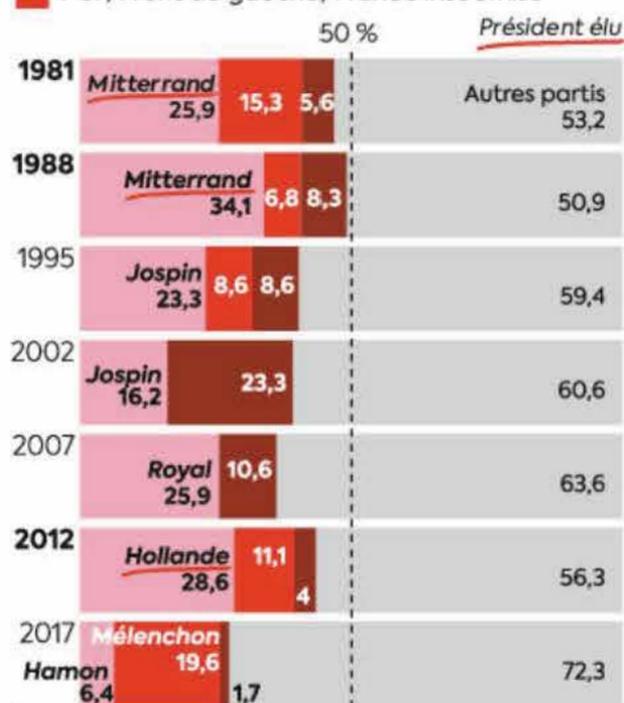
gauche ». En 2011, soit un an avant la victoire en trompe-l'œil, on l'a vu, de François Hollande, la fondation Terra Nova publie une note sur « la majorité électorale » que la gauche est susceptible de bâtir. Elle pointe, outre « la crise idéologique » de la social-démocratie, la question de « la sociologie électorale » : dès lors que « la coalition ouvrière » se dérobe à droite et encore davantage à l'extrême droite, que la rupture s'opère sur le terrain des valeurs, les auteurs s'interrogent sur la possibilité de fonder une autre coalition, celle de « la France de demain », autour des diplômés, des jeunes, des minorités et des quartiers populaires ainsi que des femmes. « Cette note n'a pas été discutée dans les instances dirigeantes, relève Cambadélis. Plus qu'un bréviaire, elle était surtout la constatation d'une réalité sociologique. De toute façon, le PS n'a jamais été un parti ouvrier ! C'est un parti de radicalisation des classes moyennes, un parti du salariat plutôt que du prolétariat. »

Nouvelle gauche, nouvelles valeurs, à rebours parfois de certaines aspirations populaires. De la confusion des esprits naîtra, osons l'expression, la « gauche Macron » en 2017. Dans le gouvernement actuel, il se trouve un ministre, Clément Beaune, pour assurer que « ce qui [l']enracine », c'est « la gauche Mitterrand » (*Le Point* du 22 avril), quand un autre,

Une sociologie électorale en déclin

Résultats des candidats de gauche au premier tour de l'élection présidentielle, depuis 1981

Parti socialiste (rose) Autres à gauche, écologistes (rouge foncé)
PCF, Front de gauche, France insoumise (rouge clair)



SOURCE : MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Olivier Véran, confie : « J'avais 1 an quand Mitterrand a été élu, donc je ne dirai pas ça... Je suis de la gauche qui croit à l'emploi comme vecteur d'émancipation. Comme citoyen, ça m'émeut qu'il n'y ait pas d'offre politique à gauche portant un discours pour les catégories populaires, [qu'il y en ait une] serait plus sain pour la démocratie. »

Pourtant, depuis les 35 heures de Martine Aubry, qui ont été, quoi qu'on en pense, la dernière grande mesure sociale issue de la gauche, des tentatives de renouvellement, doctrinaires ou programmatiques, de formulation d'un horizon ont été faites. Le passage du socialisme à la « social-écologie » – devenue le slogan du PS en 2015 sans réel approfondissement de l'articulation entre justice sociale et urgence écologique –, ou encore le revenu universel d'existence – insuffisamment préparé par Benoît Hamon en 2017 –, sont autant d'exemples de micro-ajustements. Rudimentaires. À gauche, ou plutôt entre les gauches, avant de faire synthèse, il s'agit avant tout de refaire thèse. « Le cycle ouvert avec Epinay s'est refermé : nous devons désormais inventer un modèle social qui apprivoise le hasard, avec la même imagination dont nous avons fait preuve au sortir de la Seconde Guerre mondiale, plaide le porte-parole du PS Boris Vallaud. Qu'on ait perdu les classes populaires, c'est la réalité, dès lors il faut se battre avec acharnement pour elles. Il faut être, comme le disait Camus, du côté de ceux qui subissent l'Histoire et non de ceux qui la font. » Subir l'Histoire et non la faire, c'est aussi le destin, provisoire peut-être, de la gauche française. *

Clarification

Bernard Cazeneuve : « Jean-Luc Mélenchon doit être combattu »

L'ancien Premier ministre regrette que « la gauche des partis s'adresse seulement à des appareils politiques discrédités ou à des clientèles ».

L'histoire de la V^e nous apprend une chose : confrontée à l'exercice des responsabilités, la gauche se rétrécit. Ce fut le cas sous Mitterrand, sous Jospin, sous Hollande. Pourquoi ?

Bernard Cazeneuve Ce ne sont pas les institutions de la V^e qui ont rétréci la gauche. Bien au contraire, elles lui ont permis de gouverner longtemps et d'engager de grandes réformes. Lorsque j'entends des responsables politiques expliquer que nos institutions sont à bout de souffle, je comprends surtout qu'ils se défontent sur ces dernières, vieux réflexe français, des faiblesses imputables à la médiocrité de certains apparatchiks. Il y a toujours plus d'exigences à l'égard de la gauche qu'il n'y en a à l'égard de la droite. On attend sans doute de la droite qu'elle gère bien les choses. On attend de la gauche qu'elle les change. Or lorsque la gauche arrive au pouvoir, c'est parce que la crise s'est enkystée et que la droite a échoué à la résoudre. Tel fut le cas en 1981, en 1997 et en 2012.

N'est-ce pas là l'un des problèmes majeurs de la gauche : la différence entre ce qu'elle dit dans l'opposition et ce qu'elle fait quand elle gouverne ?

Le problème majeur de la gauche, c'est d'assumer pleinement la rudesse et les contraintes de l'exercice du pouvoir. Car on ne transforme jamais une réalité qu'on ne regarde pas en face. La gauche de gouvernement considère que c'est son honneur et sa grandeur d'accepter, quand tout est difficile, de prendre ses responsabilités. Une autre gauche, plus contestataire, pense qu'il vaut mieux s'indigner, dénoncer, tout contester plutôt que de prendre le risque d'affronter les événements : pour elle, mieux vaut cultiver la pureté des utopies plutôt que de se compromettre en gouvernant. Elle parvient le plus souvent à ses fins, en permettant aux conservateurs de se maintenir longtemps au pouvoir. C'est dangereux lorsque les conservateurs deviennent réactionnaires. La gauche d'action est souvent victime du jugement de la gauche de contestation, toujours plus habile à préparer le prochain congrès qu'à

construire un projet pour notre pays. A ce jeu dangereux, la gauche tout entière peut finir par se perdre.

Parlons de l'identité de la gauche. 1983 : le tournant de la rigueur. Un virage positif ou fatal ?

Ce moment, pour la gauche et pour la France, c'est celui où les socialistes feront deux choix fondamentaux qui leur imposeront un *aggiornamento* qu'ils n'avaient pas été capables d'accomplir dans l'opposition par le passé : le choix européen d'abord et celui de l'économie sociale de marché ensuite, c'est-à-dire l'acceptation du fait qu'il n'y a pas de partage possible des fruits de la croissance s'il n'y a pas, d'abord, les conditions de la croissance.

1989 : l'affaire du voile de Creil. Une erreur historique ?

Oui. Ce fut pour moi un moment douloureux. Je connaissais bien ce collège de Creil : j'y avais été scolarisé. J'entendais parfois certains responsables de gauche, la plupart du temps germanopratin, me parler de choses qu'ils n'avaient que peu rencontrées. Je me souvenais alors de mon père, instituteur de la « laïque », qui accueillait le samedi, à la maison, certains élèves en difficulté, avec au cœur la



« Certains se sont égarés au nom du droit à la différence. »

passion de donner à chacun sa chance. Certes, il avait de l'autorité et les parents soutenaient ses efforts, ses réprimandes aussi, lorsqu'il s'agissait de rappeler des principes qui, pour certains d'entre eux, étaient la clef du vivre ensemble. Je me souvenais surtout des enseignants expliquant, avec l'approbation des parents, que, aux portes du collège, on déposait toutes ses croyances et tous ses signes religieux, car l'école était le lieu des apprentissages. Elle était la fabrique de citoyens libres. Certains, à gauche, à ce moment-là, ont opéré un tête-à-queue idéologique, ils se sont égarés au nom du droit à la différence, en oubliant que c'était l'ambition universelle, héritée des Lumières, qui permettait à chacun d'être en harmonie avec les autres, tout en étant parfois différent d'eux.

1992 : Maastricht. La mise en exergue de la « polarisation sociale », comme dit Michel Onfray ?

Ce fut un autre sujet de débat pour moi. Autant j'ai toujours pensé que l'ambition européenne était dans notre ADN, autant j'ai très vite considéré que la gauche française devait résister à tout prix à la pente ordo-libérale dans laquelle la droite européenne cherchait à engager l'Europe. Maastricht fut le début d'une concession faite à l'Allemagne et à une certaine conception de la construction européenne. Je connais les raisons historiques qui ont conduit le président Mitterrand à faire ce choix, mais je me suis immédiatement inquiété qu'il n'y ait pas de jalons posés pour donner un sens plus puissant à ce projet et qui ne le réduise pas à un grand marché sans âme et sans citoyens. Les Etats-Unis, la Chine, la Russie, d'autres encore ont un récit et une stratégie dans la mondialisation, ce qui n'est hélas pas le cas de l'Union européenne. La dotation d'une véritable ambition, et pas seulement d'un fonctionnement, est un enjeu crucial des prochaines années.

Prolongeons l'exercice avec le quinquennat de François Hollande...

Laissez-moi d'abord préciser que ce mandat fut celui de toutes les crises et qu'il ne mérite pas le jugement qu'on porte sur lui. Avec le temps, on finira par se rappeler que, entre 2012 et 2017, les inégalités avaient commencé de se réduire et la compétitivité de notre industrie avait entamé son redressement. Qu'une partie de la gauche soit incapable de dire cela – y compris



PHOTOS : V. BOISOT POUR L'EXPRESS

« Les ambitions personnelles et l'égotisme médiocre ont disqualifié la gauche. »

lorsqu'elle a participé à cette action –, cela révèle moins le bilan de François Hollande que la faiblesse congénitale de cette gauche de la contestation.

Cela dit, les désaccords étaient possibles et des erreurs ont été commises. Je pense à la déchéance de nationalité, par exemple. Nous n'avons pas perçu la dimension symbolique ni les effets d'une concession faite à la droite pour l'ensemble du pays et pour la gauche. A chaque fois qu'on préempte des questions qui relèvent des valeurs fondamentales pour réussir une opération politique, on prend le risque de

s'abîmer. On a aussi attribué aux orientations politiques du précédent quinquennat ce qui était, en fait, imputable à certains comportements. Alors que nous étions confrontés à une multitude de difficultés – la crise économique et financière, le terrorisme, la crise migratoire, un contexte international incertain –, les ambitions personnelles, les postures de congrès et l'égotisme médiocre ont prévalu, contribuant à disqualifier la gauche dans son ensemble. Aujourd'hui, elle ne gouverne plus, mais ces comportements, eux, demeurent !

La gauche a-t-elle perdu les classes populaires ou les a-t-elle abandonnées ?

La gauche des partis ne parle plus aux classes populaires, ni même aux classes moyennes. Elle ne parle plus au peuple. Elle s'adresse seulement à des appareils politiques discrédités ou à des clientèles. Les Français portent un jugement sévère sur ces jeux de rôles et sur les acteurs qui en sont les complices ou les organisateurs. Une certaine américanisation de la

Quelques dates



1997

Elu député de la Manche ; réélu en 2007 et en 2012.

2014

Après les Affaires européennes et le Budget, devient ministre de l'Intérieur.

2016

Troisième Premier ministre de François Hollande.

pensée, autrement dit la substitution des communautés au peuple dans son ensemble, conduit à penser la nation comme une juxtaposition de minorités. Tandis que le peuple, lui, aspire à ce qu'on lui parle comme à un tout, désireux d'un avenir meilleur pour tous ses enfants, d'où qu'ils viennent. Les Français sont tolérants. Ils s'accommodent volontiers des différences qui peuvent les traverser, mais ils veulent continuer à vivre ensemble. Ils n'entendent pas laisser le communautarisme engendrer des tensions et des haines. Lorsque la gauche radicale théorise la consubstantialité de la discrimination à l'Etat ou s'accommode, par cynisme clientéliste, de la possibilité de réunions genrées ou racisées, elle tourne le dos à cette ambition universelle qui nous a si longtemps unis autour de la République et de la nation, pour dire notre passion de l'égalité et notre détermination à lutter ensemble contre toutes les formes de discriminations ou d'enfermements identitaires.

On ne doit pas davantage confondre la foule et le peuple. Car on ne peut pas cautionner toutes les violences d'une époque, avec pour seule préoccupation de flatter tour à tour tous les segments électoraux. C'est avec ces comportements qu'on rend impossible l'esprit de nuance et le raisonnement rationnel. Quand le leader parlementaire d'une organisation politique de la gauche extrême dit à des manifestants : « Méfiez-vous des policiers, ce sont des barbares », il crée un climat propice à des affrontements funestes. Il parle alors à la foule, mais sert-il la cause du peuple ? Certainement pas : il la trahit.



V. BOISOT POUR L'EXPRESS

« Combien, qui se pensent indispensables, peuvent être vraiment utiles ? »

► **Vous citez récemment dans *La Croix* la révolutionnaire Rabaut Saint-Etienne : « Notre histoire n'est pas notre code. » Etes-vous sûr d'être majoritaire aujourd'hui au sein de la gauche ?**

Evidemment, la pensée que j'exprime ici n'est pas prédominante dans les appareils. Elle l'est dans l'électorat, bien au-delà de la gauche, je n'ai pas de doute là-dessus. Le fait qu'il n'y ait pas, dans les sondages, de candidat de gauche au second tour en situation de battre nettement Marine Le Pen est la preuve de l'erreur funeste commise par les appareils politiques sur les questions les plus essentielles. C'est là une faute grave. En outre, la gauche ne pourra jamais se rassembler à nouveau tant qu'elle fera l'économie de la constitution d'une force politique sincère et crédible, parlant aux Français dans leur ensemble. Si la stratégie retenue consiste à prendre sur tous les sujets les positions les plus radicales, les moins crédibles, les moins responsables, elle sera disqualifiée pour avoir fait le choix de la marginalisation. En prétendant additionner les scores d'organisations toujours plus affaiblies, la gauche ne fera que s'éloigner des aspirations de l'électorat populaire.

En quoi le clivage gauche-droite resterait-il pertinent ? Pourquoi ne pas vouloir que la République et la nation soient une nouvelle ligne de partage ?

Il s'agit à mes yeux d'un sujet central, dont la gauche se préoccupe trop peu alors même qu'il lui a donné naissance. Et, quand elle s'en occupe, elle le fait mal. Pour autant, je ne crois pas que ce soit là le seul sujet. La transition écologique est un enjeu majeur pour l'avenir de la planète. Cette transformation doit être adossée non pas à l'idée de décroissance, mais à la volonté de promouvoir une croissance sobre et sûre. Une politique énergétique décarbonée est possible, à condition qu'on ne sorte pas du nucléaire dogmatiquement et qu'on se donne le temps de faire monter en puissance les énergies renouvelables. Une agriculture durable est possible. Je l'ai vue réalisée dans mon département d'élection [La Manche] par certains acteurs de la Confédération paysanne. Pour moi, la gauche de gouvernement incarnerait à la fois une conviction républicaine assumée et ardente, une volonté de transition écologique crédible, le souci de la justice sociale par la possibilité d'une croissance sûre et une réelle politique d'aménagement et de réindustrialisation

des territoires associant l'Etat et les collectivités locales. Ce carré doit être l'ADN de la gauche de demain. Face à elle, la droite ne manquera pas de faire valoir sa différence. Elle considérera toujours que le marché est mieux à même que la régulation d'engendrer l'allocation des richesses, que les services publics et la dépense publique sont des maux dont il faut se guérir. Quant à la question républicaine, j'ai vu la droite, pendant les attentats, préconiser trop souvent que l'on s'éloigne de l'Etat de droit, sur la question de la rétention des fichés S, par exemple, ou sur celle de la laïcité, réinterprétée par elle comme l'instrument d'un identitarisme suspicieux à l'encontre des musulmans, alors même que cette valeur porte en elle un principe de tolérance et de liberté. Voilà pourquoi je crois toujours au clivage droite-gauche.

Qu'avez-vous en commun avec Jean-Luc Mélenchon ?

Jean-Luc Mélenchon doit être combattu. Je ne suis pas de ceux qui considèrent que l'union de la gauche doit se faire dans l'ambiguïté. La gauche humaniste, républicaine, universaliste ne peut pas gouverner avec la gauche de la radicalité et de la complaisance à l'égard de certaines formes de violence. Cela ne signifie pas que la gauche humaniste ne peut pas rencontrer sa majorité. Mais ma conviction est qu'elle doit d'abord affirmer ce qu'elle est, ce à quoi elle croit, et dire clairement ce dont elle ne voudra jamais. La force de la social-démocratie est d'avoir toujours réussi à réduire les tentations sectaires et le déni de la réalité. La gauche de demain doit également revendiquer la tradition gaulliste, celle du rassemblement et de l'élévation du regard au-dessus des médiocres considérations égotiques ou d'appareils.

Pourquoi ne pas être candidat en 2022 ?

Pour le cas où cela vous aurait échappé, il y a beaucoup de gens sur la piste de danse. La plupart d'entre eux s'estiment indispensables. Parmi eux, une proportion significative d'égotiques. Combien, qui se pensent indispensables, peuvent être vraiment utiles ? Ce que je sais, c'est que je ne veux pas participer à tout cela. La France n'a pas besoin de candidats supplémentaires, il y en a déjà trop. Elle a besoin de républicains ardents, dont la pensée libre peut servir à ne pas perdre de vue ce que nous sommes, en tant que peuple et en tant que nation. ✳

PROPOS RECUEILLIS PAR LAURELINE DUPONT ET ÉRIC MANDONNET

Reportage

A Liévin, on a la nostalgie d'un avenir

Dans la ville ouvrière du Pas-de-Calais, on vote à gauche aux municipales et Le Pen aux scrutins nationaux. Le Parti socialiste a suscité d'immenses déceptions.



Laurent Duporge, maire de la ville, veut rester optimiste. Christian Vallez, président de l'association Les Gueules noires, honore fidèlement son passé.

Devant la stèle dressée en hommage aux mineurs, les souvenirs du 10 mai 1981 affluent. « A Liévin, les gens étaient fous ! C'était une fête exceptionnelle dans la cité minière. On aurait dit la Coupe du monde de foot ! » se remémore Véronique. A 57 ans, celle qui est la fille de l'un des 42 mineurs morts dans le coup de grisou du 27 décembre 1974 se dit « socialiste de cœur » tout en brocardant le « bouffon » François Hollande. Mitterrandolâtre assumée, l'assistante familiale concède que « les socialistes ont sûrement déçu ». Avant d'ajouter : « J'entends une majorité de gens dire : "On va voter Le Pen." » A l'ombre des plus hauts terrils d'Europe, Liévin a opté pour une drôle de cohabitation : au RN les scrutins généraux (48 % aux dernières européennes), au PS la gestion des exécutifs locaux. Réélu avec 73 % des voix dès le premier tour, le maire socialiste Laurent Duporge fustige son propre camp : « Le PS n'est clairement plus le parti des classes populaires. Il ne répond plus à leurs espoirs et aspirations. Moi, je suis pragmatique. C'est pour ça que des électeurs RN votent pour moi. »

Les plus amers des 31 000 Liéviens ressassent deux chiffres : 17 % de chômage et 30 % de pauvreté. Il n'y a qu'à observer le centre-ville pour prendre la mesure du

choc culturel subi depuis la fermeture des houillères du Nord-Pas-de-Calais, fin 1990. Des maisons de mineurs en brique de l'entre-deux-guerres voisinent avec les enseignes criardes de Carrefour, Quick ou McDonald's, comme si la voiture de *Retour vers le futur* avait calé entre deux âges. Au faîte de sa gloire, la mine prenait en charge tous les pans de la vie – logement, école, médecin, vacances, et même les séances de cinéma. « Le logement gratuit, c'était la contrepartie de la petite paie. On vivait sous la coupe des mines. A cette époque-là, je n'ai été chômeur qu'un mois. J'ai essayé l'usine en filature, la soudure, le bâtiment... Mais maintenant, les jeunes, qu'est-ce qu'ils ont ? » soupire Christian Vallez, 73 ans, président de l'association des Gueules noires de Liévin. Ce policier retraité a vu son père mourir de la silicose à 63 ans après des années alité avec sa bouteille d'oxygène. Sans méconnaître la dureté du métier ni ses cadences exténuantes, il éprouve la nostalgie de ce monde englouti. Son ami André Verez explique ce sentiment par la solidarité qui régnait dans les corons. « On formait une grande communauté très soudée. Les gens s'entraidaient et les immigrés polonais, italiens puis marocains s'intégraient beaucoup plus facilement par le travail. »

A la tête de l'Association des familles des victimes du 27 décembre 1974, ce fils d'un rescapé de la catastrophe entretient la mémoire de ces 42 vies, immortalisées sur les vitraux de l'église Saint-Amé. La tragédie, digne d'un *Germinal* sous Giscard, a précipité la fermeture des fosses. L'Etat providence dut alors rapidement sortir le chéquier avant que les mairies socialistes ne reprennent le flambeau du paternalisme. Et de l'assistanat à la corruption, il n'y a parfois qu'un pas, que l'ancien maire Jean-Pierre Kucheida (1981-2013) avait franchi allègrement. « C'était "Si tu veux un logement, prends ta carte au PS !" » témoigne une ex-employée d'un bailleur social. Kucheida, condamné pour abus de biens sociaux, garde encore une forte popularité. Rien d'étonnant à l'heure où les ressources à redistribuer s'amenuisent.

Bien mieux que quiconque, les jeunes Liéviens savent l'ampleur du marasme. Parmi eux, un petit-fils de mineur incarne la supposée droitisation des classes populaires : Guillaume Kaznowski, gendarme de 32 ans. Ce fils d'un petit assureur divorcé, ayant grandi « avec 800 euros par mois dans un T2 », est passé par l'UMP, le RN puis Les Patriotes de Florian Philippot. « Les socialistes d'ici me traitaient de fils de riche et de capitaliste ! » confie-t-il, avant d'asséner : « La gauche a trahi. Sous Hollande, elle gouvernait le pays, la

« Beaucoup sont persuadés que Marine Le Pen est native du bassin minier »

région, le département, la ville, mais elle n'a rien changé pour les gens. Bridgestone et d'autres usines du coin ferment. Je comprends les petits trafiquants d'herbe qui essaient de gagner 50 euros. » En rupture de ban avec les élus lepénistes qu'il juge opportunistes et incompetents, Kaznowski n'en reconnaît pas moins la popularité du RN chez les citoyens « en détresse, souvent jeunes » qui expriment un « vote de dépit ». Aussi étonnant que cela puisse paraître, « plein d'électeurs sont persuadés que Marine Le Pen est native du bassin minier » tant l'héritière frontiste s'est enracinée dans la région. Une question demeure : pourquoi la colère

► sociale ne profite-t-elle pas à La France insoumise ou au Parti communiste? Des Patriotes à la CGT, les militants décrivent une majorité de Liévinos écoeurés par le ralliement systématique au PS ou à LREM au nom de l'union de la gauche et du front républicain. Un sentiment partagé par Guillaume Kaznowski devenu ainsi le collaborateur du député José Evrard, transfuge communiste rallié au RN puis à Debout la France, qui martèle avoir « changé de parti mais pas d'idées ».

En 1994, François Mitterrand était encore fraternellement accueilli à Liévin par des banderoles « Bienvenue au président. Ici tu es chez toi. » Que s'est-il passé entre-temps? « Au fond, Mitterrand avait sans doute le même rapport aux classes populaires que François Hollande. Mais cet homme, qui a poursuivi la désindustrialisation puis géré l'ultime fermeture des puits de mine, savait manier les symboles, des images valorisantes et entraîner dans un récit commun », décrypte l'historienne Marion Fontaine, auteure de *Fin d'un monde ouvrier. Liévin 1974* (éd. de l'EHESS). Incapable de s'adresser aux électeurs du RN, la gauche nationale française hésite entre la culpabilisation et le misérabilisme. « Consciemment ou non, elle en veut à cet électorat de s'être détourné d'elle, comme s'il l'avait trahie. En réalité, c'est la promesse que les enfants vivraient mieux que leurs parents qui n'a pas été tenue », indique l'universitaire.

Certes, la concurrence mondiale a eu raison des projets de tertiarisation ou de réindustrialisation du Pas-de-Calais, mais le maire de Liévin se veut optimiste : « Depuis quelques années, on renaît grâce à des plateformes logistiques qui offrent des centaines d'emplois peu qualifiés. Et je suis en train de créer un hôtel d'entreprises fondé sur la nouvelle économie. » En attendant, faute de pouvoir se projeter dans le futur, certains Liévinos s'enferment dans la nostalgie d'un passé ouvrier idéalisé. D'autres ont trouvé un exutoire : l'abstention ou le vote RN. « Certaines parties du bassin minier semblent enfermées dans un cercle vicieux : plus elles sont méprisées et traitées de racistes, plus elles se replient ; plus elles se replient, plus elles sont stigmatisées », analyse Marion Fontaine. S'il a déserté la gauche, l'électorat ch'ti, victime du chômage de masse, pourrait devenir le laboratoire de la dernière utopie progressiste : la société du revenu universel. *

DAOUD BOUGHEZALA

Europe

Les derniers bastions socialistes

Avec des approches différentes, la gauche a retrouvé le pouvoir au Danemark, au Portugal et en Espagne. Ailleurs, elle est en déclin... quand elle n'est pas hors-jeu.

Le 27 mai 1999, le Premier ministre français, Lionel Jospin, et ses homologues socialistes le Britannique Tony Blair et l'Allemand Gerhard Schröder s'affichent tout sourire lors d'une grandmesse politique au palais des sports de Paris. La social-démocratie triomphe. Elle est alors à la tête de 11 gouvernements sur les 15 que comptent l'Union européenne. Aujourd'hui, la gauche ne dirige plus que 6 Etats membres sur 27. Et encore, sous des formes très bigarrées.

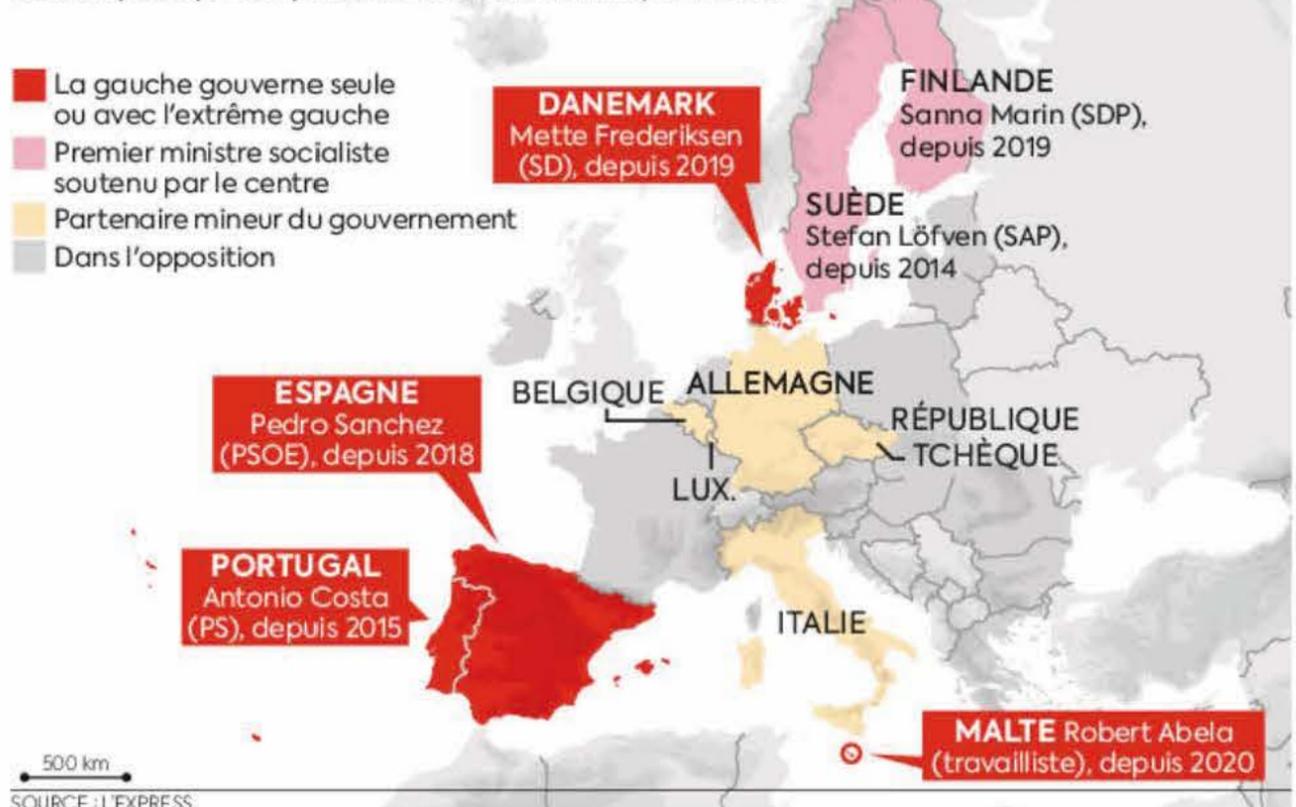
C'est en promettant d'être aussi fermes que la droite à l'égard des migrants que les sociaux-démocrates danois ont repris les rênes du pouvoir en 2019. « En 1980, 1 % des Danois étaient "non-occidentaux", contre 8 % aujourd'hui », a déclaré Mette Frederiksen, un an avant d'être nommée Première ministre, pour justifier un plafonnement de leur accueil. « Cette rhétorique peut paraître étonnante pour d'autres socialistes européens, concède l'ancien président du parti SD Mogens Lykketoft. Mais cela nous a permis de reprendre des votes de cols bleus à l'extrême droite. » Pour le reste, Frederiksen promeut des réformes de gauche, avec la réintroduction d'un dispositif de préretraite pour les carrières longues et pénibles, ainsi qu'une revalorisation des budgets de l'éducation et de la

santé. « Lorsque nous étions au pouvoir, entre 2011 et 2015, nous avons mené une politique de centre droit, contraints par nos alliés libéraux, ce qui a pu décevoir. Cette fois, ce n'est plus le cas », précise Mogens Lykketoft. A cela s'ajoute la gestion efficace de la crise sanitaire par l'actuelle dirigeante. Résultat : les sociaux-démocrates ont progressé dans les sondages. De bon augure pour les prochaines législatives, en 2023.

Malte mise à part – l'île aux 500 000 habitants dirigée par les travaillistes est un cas dont il est difficile de tirer des leçons –, les seules autres *success stories* socialistes du moment sont à chercher dans la péninsule Ibérique. Au Portugal, c'est à la faveur d'une alliance inédite avec l'extrême gauche que le Parti socialiste est revenu au pouvoir en 2015. Antonio Costa, le nouveau Premier ministre, a choisi de rompre avec le programme d'austérité imposé par la « troïka » (FMI, Commission et Banque centrale européennes) en augmentant les retraites et le salaire minimum. Mais il n'en oublie pas de redresser les comptes publics. Cette formule gagnante lui a valu d'être reconduit haut la main lors des élections de 2019. « A un moment où les partis sociaux-démocrates étaient considérés comme trop modérés ailleurs en Europe, il a renforcé le clivage gauche-droite »,

Une gauche continentale émietlée

Position politique des partis ou coalitions en Europe, en 2021



fait valoir Marina Costa Lobo, politologue à l'université de Lisbonne. De son côté, le leader des socialistes espagnols, Pedro Sanchez, a appliqué la même recette en s'alliant pour la première fois, en 2018, avec les radicaux de Podemos – le tandem connaît toutefois quelques frictions. Ce modèle ibérique semble peu transposable : « Le vote ouvrier reste encore fidèle à la gauche dans la péninsule, où l'immigration n'est pas un sujet politique majeur », précise Marina Costa Lobo.

Des sociaux-démocrates gouvernent également la Suède et la Finlande. Mais leur assise électorale reste fragile et ils doivent composer avec les libéraux. En Italie, en Belgique, en République tchèque ou en Allemagne, les socialistes ne sont plus que des partenaires de second plan. A six mois des élections, le Parti social-démocrate allemand (SPD), émoussé par sa coalition avec les conservateurs de la chancelière Angela Merkel, se trouve

même à un niveau historiquement bas dans les sondages : 13 % d'intentions de vote, soit moitié moins que les Verts ! « Lors des élections de 2017, le SPD a perdu des électeurs au profit de presque tous les autres partis, relève Benjamin Schreiber, de la Fondation Friedrich-Ebert. Difficile, pour lui, de savoir quel coup de barre donner afin de récupérer des voix. »

Le succès du démocrate Joe Biden peut-il servir d'inspiration ? « Sa politique de relance massive montre que la gauche n'a rien à perdre à mener campagne sur ce qu'elle estime être positif pour elle », estime Théo Verdier, chercheur à la Fondation Jean-Jaurès, qui est liée au Parti socialiste français. Quitte à manier l'art de l'esquive quand cela est nécessaire. Sur l'épineux sujet de l'immigration, le président américain a ainsi choisi de s'exposer le moins possible : il a confié le dossier à sa vice-présidente, Kamala Harris. ✱

CLÉMENT DANIEZ

Réveil

De nouveaux éclaireurs en pleine ébullition

Grand Soir révolutionnaire ou social-démocratie réformiste, toute une génération d'intellectuels cogite pour ouvrir la voie qui relancera l'opposition.

Et pourtant, elle pense... Si, dans le champ politique, la gauche attend encore le Galilée qui la remettra sur orbite, dans celui des idées, elle bouillonne. Il y a les superstars comme Thomas Piketty ou Esther Duflo, *serial* vendeurs d'ouvrages costauds sur la manière dont l'économie, débarrassée de ses atours néolibéraux, peut corriger les inégalités qu'elle a contribué à creuser ; les écolos plus ou moins décroissants, auxquels les aléas climatiques offrent une moisson d'arguments pour renouveler la vulgate anticapitaliste – Dominique Bourg, Pierre Charbonnier, Serge Audier, Philippe Descola... ; les néomarxistes du type Frédéric Lordon ou Ludivine Bantigny, qui feraient presque passer la révolution collectiviste pour la nouvelle hype de nos temps troublés.

Tout aussi fermes sur les prix, les intellos tendance « la République d'abord » campent sur leurs positions, à l'instar d'un Laurent Bouvet ou d'une Fatiha Agag-Boudjahlat. Leur font face les corsaires du multiculturalisme et des droits des minorités – les Edouard Louis, Eric Fassin, Sandra Laugier ou Sarah Mazouz –, très

écoutés par une jeunesse sensible aux aventures du genre, de l'antiracisme et de l'intersectionnalité.

On en oublierait presque les libéraux-mélenchonistes du genre Michaël Foessel, et ceux pour qui la social-démocratie bouge encore – Thierry Pech, Gilles Finchelstein et les jeunes réformistes du

Des doxas antagonistes s'affrontent sur l'islam, l'antiracisme, la colonisation...

cercle de La Vie des idées, autour de Pierre Rosanvallon. Leur progressisme peine à imprimer après les désillusions majuscules des années Mitterrand, Jospin ou Hollande. « Aujourd'hui, un intello de gauche ne peut pas être autre chose qu'un intello en crise qui se demande constamment où est passée la gauche », commente,

désabusé, le journaliste Jean Birnbaum (*Le Courage de la nuance*, Seuil).

La crise, peut-être, la jachère conceptuelle, certainement pas. L'écologie, l'anti-productivisme, la recherche de formes d'organisation sociale et politique plus solidaires et représentatives agitent cette gauche intello. Ses idées – sur le revenu universel, la taxation des robots, les assemblées citoyennes, le *care* (soin), etc. – ont le vent en poupe. Elle a, plus que jamais, ses lecteurs enthousiastes, comme en témoignent les succès de librairie des Pierre Charbonnier, Barbara Stiegler ou Edouard Louis – qui jouit à l'étranger d'un crédit à faire pâlir nos grands esprits hexagonaux. Alors, que demande le peuple ?

Le souci est que tous ces philosophes, sociologues, historiens et enseignants ont, comme leurs camarades montés au front politique, bien du mal à s'entendre. La *disputatio* et les fâcheries entre mandarins ne sont évidemment pas nouvelles. Mais elles ont pris ces dernières années un tour mortifère, à en croire la revue *Vacarme*, qui écrivait, en 2019 : « [avant,] ça castagnait ferme, mais sur fond d'un horizon commun [...], un monde où régneraient paix, égalité, liberté, fraternité ou, au moins, bienveillance et solidarité, justice, hospitalité. Mais tout cela, c'est peut-être du passé [...] : on ne se castagne même plus les uns les autres, on s'ignore, on se méprise ou on se vomit. »

Au cœur du problème, la question identitaire, qui ferait presque oublier à cette gauche de la pensée son ADN social. Des doxas antagonistes s'affrontent sur l'islam, l'antiracisme, la colonisation, les minorités... Des anathèmes sont lancés, des listes, dressées. Et plus de grand homme à la Bourdieu ou Foucault pour mettre de l'ordre dans tout ça. Dans une époque où tracer un horizon d'espérance relève de la gageure et où la défiance envers les élites est à son comble, pas d'intellectuel organique non plus pour associer son destin à celui d'un candidat ou d'une formation politique.

Est-ce une si mauvaise nouvelle ? « L'avenir de la gauche ne se joue plus dans les partis, mais chez les intellos et les militants », assure Jean-Marie Durand (*Homo intellectus*, la Découverte, 2019). Depuis le début des années 2000, les uns et les autres discutent partout en France, et pas seulement sur les campus : dans les théâtres, les festivals des idées, les débats associatifs... L'essayiste en est sûr : « Le renouveau viendra de là. » ✱

CLAIRE CHARTIER